



ARRÊTÉ n°2019/12/2103

République française
Département du Gard
Commune de Vauvert
Pôle Urbanisme

Objet : Ouverture de l'enquête publique sur le projet de déclassement d'une portion de la voie communale « rue Philippe Lamour » et désignation du commissaire enquêteur.

Le maire de la commune de Vauvert

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les articles L141-3 et R141-4 et suivants du code de la voirie routière,

VU les articles L134-1, L134-2 et R134-10 et suivants du code des relations entre le public et l'administration,

VU la délibération 2019/07/117 du 08 juillet 2019 autorisant monsieur le maire à engager la procédure de déclassement du domaine public communal vers le domaine privé d'un tronçon de voie de la « Rue Philippe Lamour »,

ARRÊTE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique préalable au déclassement d'une portion de la voie communale « Rue Philippe Lamour », d'une superficie de 127 m².

Article 2 :

Un dossier d'enquête publique sera déposé à la mairie de VAUVERT pendant 15 jours pleins et consécutifs, du 4 février 2020 au 19 février 2020 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place, chaque jour, aux jours et heures d'ouverture de l'accueil de la Direction des Services Techniques, à savoir : les lundis, mercredis, vendredis matin de 8h30 à 12h, les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi de 13h30 à 17h et les mercredis de 14h à 17h et consigner éventuellement ses observations sur le registre, à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur spécialement ouvert pour cet objet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur :

- à l'adresse postale suivante : Mairie de VAUVERT - Pôle urbanisme - 2 place de la Libération et du 8 Mai 45 - 30600 VAUVERT,
- à l'adresse électronique suivante : urbanisme@vauvert.com.

Le dossier d'enquête publique sera également consultable sur le site internet www.vauvert.com, onglet « Ma Mairie / Enquêtes publiques ».

Article 3 :

Les observations formulées par le public seront enregistrées sur un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur spécialement ouvert pour cet objet. Elles y seront tenues à la disposition du public.

Article 4 :

Monsieur LETURE Patrick, officier de la Marine Nationale, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. En cette qualité, il assurera deux permanences à l'accueil de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Vauvert, situé rue du Jardinot :

- le mardi 4 février 2020 de 13h30 à 16h30,
- le mercredi 19 février 2020 de 14h00 à 17h00.

Article 5

A l'expiration du délai de quinze jours, prévu à l'article 2 ci-dessus, le commissaire-enquêteur constatera sur le registre la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au maire de la commune de Vauvert le dossier avec son rapport, et ses conclusions motivées.

Article 6 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet du département du Gard. Le public pourra consulter ce rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la Direction des Services Techniques, auprès du pôle urbanisme de la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication auprès du maire dans les conditions prévues à l'article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, un avis sera affiché en mairie et en tous lieux habituellement réservés à cet effet (médiathèque, police municipale, annexe de Gallician, accueil de la direction des services techniques, CCAS), et éventuellement publié par tout autre procédé en usage sur la commune.

Un avis au public, portant les indications contenues aux articles précédents, sera publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Ces publicités seront certifiées par le maire. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire-enquêteur et à Monsieur le Préfet du Gard.



Fait à Vauvert, le 26 DEC. 2019

Le maire,


Jean Denat

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :

- son dépôt en préfecture le.....
- sa notification le.....
- sa publication le.....

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du

Pour le maire par délégation,
la directrice générale des services,
Yolande Cavalier

